

Recherches sociographiques



Fernand HARVEY, *Le mouvement ouvrier au Québec*

Léo Roback

Volume 22, numéro 3, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055958ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055958ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roback, L. (1981). Compte rendu de [Fernand HARVEY, *Le mouvement ouvrier au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 420–424.

<https://doi.org/10.7202/055958ar>

mise sur pied d'une organisation politique des travailleurs. En somme, pour les trois syndicalistes interrogés, il faut prendre nettement ses distances envers le Parti québécois, constituer un mouvement autonome des travailleurs sur le plan politique afin de briser l'hégémonie du P.Q. sur la question nationale et favoriser un véritable projet d'indépendance du Québec dans le cadre d'une société socialiste. Un projet qui date déjà... mais qui attend encore d'être concrétisé.

D'autres plaident plutôt en faveur d'une plus grande décentralisation, d'un retour aux communautés de base dans le cadre d'un socialisme autogestionnaire. Pour nous conduire à ces changements, comme le dit Jean-Robert Sansfaçon, il n'y a pas qu'une seule organisation politique qui puisse en assumer la responsabilité. Au contraire, ceci doit se faire d'abord sur la base des conditions de vie des différents groupes sociaux. L'unification des revendications et des objectifs politiques pourra se faire ensuite par un ou des partis politiques de gauche, larges et démocratiques.

Ce qui importe ici, ce n'est pas la contre-option de gauche au projet P.Q., mais l'aspiration à un socialisme autogestionnaire, même si l'on adopte parfois des perspectives différentes pour y arriver. Ainsi, Jean-Robert Sansfaçon adopte une perspective régionaliste et vise un projet politique de plus grande autosuffisance régionale tout en souhaitant parvenir à l'utopie d'une société égalitaire, à la fois planifiée dans sa production de biens industrialisés et autogérée par les communautés de base pour tout ce qui peut l'être. Pour sa part, Dimitri Roussopoulos adopte une perspective anarchiste qui respecte la diversité culturelle au détriment de l'homogénéité et s'oppose à la centralisation politique de l'État unitaire et au bureaucratisme qui en découle, tout en plaçant lui aussi en faveur d'un socialisme autogestionnaire, d'une gestion économique fondée sur le contrôle des travailleurs plutôt que sur une bureaucratie étatique.

Bref, organisation politique autonome des travailleurs et socialisme autogestionnaire semblent les deux voies privilégiées par les différents auteurs pour sortir de l'impasse actuelle. Il m'apparaît que l'on a mieux réussi à diagnostiquer le passé et à circonscrire les enjeux pré-référendaires qu'à dégager des perspectives nouvelles pour l'après-référendum puisque l'on reprend les mêmes thèmes déjà définis dans les années soixante et même cinquante au Québec. On semble vraiment à court d'idées nouvelles au sein de la gauche québécoise. Peut-être devrait-elle sortir de ses querelles de chapelles qui mobilisent une bonne partie de ses énergies et qui la forcent à tourner continuellement en rond et à vouloir refaire l'histoire du Québec à tous les cinq ans !

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval.*

Fernand HARVEY, *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, 330p.

Disons-le tout de suite : c'est un beau livre, une lecture passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du mouvement ouvrier québécois. C'est aussi un apport important au développement de l'historiographie et de la sociologie des travailleurs et de leurs organisations. On peut prévoir, d'ores et déjà, que ce livre marquera une époque, que désormais les historiens et sociologues du travail se situeront « avant et après » la parution du livre de Fernand Harvey et ses collaborateurs.

Pourtant, tous les textes dans ce recueil, sauf un, sont déjà assez bien connus de ceux qui travaillent dans ce domaine. En quoi, donc, consiste l'apport nouveau du livre ? D'abord, dans l'approche *thématique* qui préside au choix des textes, approche qui reflète le passage « de l'histoire-récit à l'histoire-problème » (p.11). En deuxième lieu, dans la qualité des textes eux-mêmes. Enfin, et surtout, cet apport se trouve dans le chapitre d'introduction de Harvey, seul texte inédit dans ce

livre. Dans les trente-cinq pages de cet exposé intitulé « L'histoire des travailleurs québécois : variations de la conjoncture et de l'historiographie », l'auteur entreprend un certain nombre de tâches. D'abord, il fournit un trait d'union et un commentaire critique qui assurent une continuité entre des écrits passablement hétérogènes. Surtout, il nous propose une problématique de taille, à savoir : la démarche de la sociologie de la connaissance dans le domaine des études sur la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier.

Il ne s'agit pas, bien sûr, d'une quelconque « corrélation » directe et simpliste, voire vulgaire, de la conjoncture socio-économique avec les préoccupations et productions des historiens et sociologues. La démonstration de Harvey est dynamique et subtile, fondée sur une solide maîtrise et de l'historiographie sociale et de l'analyse sociologique. Il convient d'en donner quelques exemples.

« D'une façon générale, il semble qu'avant 1950, les études sociales au Québec aient été orientées surtout en fonction de la classe rurale et de la "bourgeoisie nationale" [...] pour les élites intellectuelles [...] de la première moitié du siècle l'initiative historique n'appartient pas à la classe ouvrière mais bien plutôt à la bourgeoisie [...] nationale. » (P. 10.)

« Pourquoi les études historiques sur les travailleurs demeurent-elles si peu nombreuses avant les années 1970 ? [...] Entre 1950 et 1970, la pensée progressiste au Québec est dominée par l'idéologie de la modernisation [...] [qui] vise à combler les retards [...] sur le plan socio-économique en prônant la modernisation de l'État et son utilisation comme outil d'émancipation sociale et nationale [...] le débat n'était certes pas susceptible d'accorder [...] une place prépondérante à la classe ouvrière [...]

« [...] le tournant des années 1970 marque un changement important dans la représentation des rapports sociaux [...] pour la première fois depuis le début du siècle, le mouvement syndical situe de façon prioritaire le débat au niveau des rapports de classes [...]

« L'affirmation d'indépendance du mouvement ouvrier a favorisé le développement d'une conscience historique propre [...] » (P. 14-15.)

Ce livre est le deuxième recueil de Fernand Harvey sur le mouvement ouvrier au Québec, le premier, *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, ayant paru en 1973, c'est-à-dire au moment où les recherches dans ce domaine ne faisaient que démarrer. En fait, le présent ouvrage ne retient que deux textes du livre précédent, soit celui de Harvey sur les Chevaliers du travail et celui de Louis-Marie TREMBLAY sur « L'influence extragène en matière de direction syndicale au Canada ».

L'approche thématique, plutôt que « linéaire » ou chronologique, n'exclut pas pour autant que le choix des thèmes à traiter ne résulte à insister sur certaines périodes historiques. Ainsi, sur les neuf textes (à l'exclusion de l'introduction), quatre portent sur la période avant la première guerre de 1914. Il s'agit de : M. HEAP, « La grève des charretiers de Montréal, 1864 » ; F. HARVEY, « Les Chevaliers du travail, les États-Unis et la société québécoise, 1882-1902 » ; R. BABCOCK, « Samuel Gompers et les travailleurs québécois, 1900-1914 » ; J. ROUILLARD, « L'action politique ouvrière au début du 20^e siècle ». Or, cette époque obtient près de soixante pour cent des pages, tandis que les cinq autres articles, qui traitent essentiellement des années 1945 à 1975, ne comptent que pour quarante pour cent des matières (Hélène DAVID, « La grève et le Bon Dieu » et « L'état des rapports de classe au Québec de 1945 à 1967 » ; J. DOFNY et Paul BERNARD, « L'évolution historique du syndicalisme au Québec » ; L.-M. TREMBLAY, « L'influence extragène en matière de direction syndicale au Canada » ; J. BOIVIN, « Règles du jeu et rapport de force dans les secteurs publics et para-public québécois »).

Or, comme l'avoue Harvey lui-même, le livre écarte non seulement des époques historiques mais aussi des thèmes importants. La grande crise des années 1930 et la période de la Deuxième guerre mondiale sont, à toutes fins utiles, absentes du livre. Il en est de même pour des thèmes (sur lesquels il ne manque pas de textes valables) tels que : la condition ouvrière (conditions de travail, législation du travail, conditions de vie), le Parti communiste et le syndicalisme, l'évolution des

syndicats des enseignants et celle de la F.T.Q., les mutations de la C.T.C.C.-C.S.N., le travail féminin et le mouvement féministe au sein des centrales, le débat sur l'action politique partisane, pour n'en nommer que quelques-uns qui viennent spontanément à l'esprit. Il ne s'agit point ici de tenir rigueur à Harvey pour ces lacunes, mais plutôt de souligner le fait qu'il reste bon nombre de thèmes importants et de textes qui feront, on l'espère, l'objet d'un ou de plusieurs ouvrages ultérieurs.

Parmi les textes proprement historiographiques, celui de Margaret Heap sur la grève des charretiers de Montréal en 1864 revêt un intérêt particulier. Cette étude monographique sur un conflit porte, plus profondément, sur un moment de la naissance de classe ouvrière, en l'occurrence sur la prolétarianisation des charretiers artisans. L'étude de Heap, comme celles de Burgess sur l'industrie de la chaussure, de Ruddell sur l'apprentissage, et de plusieurs autres, constituent une solide base, un départ fort prometteur vers une documentation analytique sur la naissance de la classe ouvrière et de ses organisations au Québec.

Les travaux de Harvey sur les relations du travail et sur le syndicalisme vers la fin du XIX^e siècle font déjà autorité. Son chapitre sur les Chevaliers du travail au Québec, paru d'abord en 1973, complété par l'article de Jacques Rouillard sur le Congrès de Berlin (*Labour/Le travailleur*, 1, 1976: 69-91) informe et éclaire sur cette organisation syndicale, perçue, pendant un certain temps, comme un phénomène éphémère et marginal. Or, grâce aux recherches de Harvey et d'autres, on reconnaît maintenant que les Chevaliers se situent de plain-pied dans l'évolution du syndicalisme en Amérique du Nord, en particulier du syndicalisme catholique au Québec.

On peut relever, bien sûr, des affirmations discutables dans l'exposé. Dire, par exemple, que les Chevaliers étaient expulsés du C.M.T.C. « pour des motifs idéologiques » (p.30) me paraît sommaire et simpliste. S'il est vrai que la divergence fondamentale entre les unions internationales et les Chevaliers quant aux finalités de l'action syndicale est un important facteur explicatif dans le conflit, elle n'est pas la « cause » immédiate de l'affrontement. Il me paraît aussi tout à fait inexact de qualifier de « partisane » l'action politique que prône la résolution du C.M.T.C. en 1883. Enfin, c'est sans doute une coquille qui décrit les employés de la McCormick Reaper à Chicago comme des « employés des abattoirs », plutôt que des instruments aratoires (p.80).

Il faut savoir gré à Jacques Rouillard de son exposé magistral sur l'action politique ouvrière au début du présent siècle. L'auteur réussit à recréer le contexte de l'époque, ce qui éclaire admirablement les débats et les luttes qui font l'objet du texte. Espérons que l'évolution récente de l'action politique syndicale aura droit prochainement à une recherche du même calibre. Ceci dit, qu'il soit permis d'ouvrir une parenthèse sur un point, peut-être secondaire, mais non moins significatif. Il s'agit, en effet, de l'exemple qu'auraient pu donner des travailleurs « britanniques » pour renforcer l'intérêt des ouvriers québécois et canadiens pour l'action politique (p.185). Or, il importe de souligner le rôle qu'ont joué des syndicalistes *écossais* dans le mouvement ouvrier chez nous. On se rappelle aussi que l'évolution du mouvement ouvrier, en particulier en ce qui a trait à l'action politique, était passablement différente en Écosse de ce qu'elle était en Angleterre et au Pays de Galles à l'époque en question. C'est en Écosse que la première formation politique ouvrière d'envergure, l'Independent Labour Party, voit le jour avant la fin du XIX^e siècle, alors que l'emprise du Parti libéral sur la classe ouvrière anglaise et galloise ne sera pas entamée d'une façon sérieuse avant la guerre de 1914.

Le texte intitulé « L'évolution historique du syndicalisme au Québec », de Jacques Dofny et Paul Bernard, est un extrait trop bref (douze pages) d'un ouvrage considérable paru en 1968. Malheureusement, le cadre conceptuel-théorique qui sous-tend le texte n'est pas reproduit dans ce livre. De la grille d'analyse que proposent les auteurs se dégagent trois tendances syndicales :

« [...] un syndicalisme traditionnel, centré sur [...] le métier [...] un syndicalisme moderne centré sur la grande industrie [...] un nouveau syndicalisme [...] dont les effectifs se situent dans les services publics et les emplois de type tertiaire dans l'industrie [...]

« Chacune des centrales présente [...] ces trois types de syndicats [...] Les transformations de structures [...] seront le fruit des alliances, oppositions et rapports de force entre ces groupes de syndicats [...] à l'intérieur de chaque centrale et entre elles. » (Pp. 158 et 162.)

Sur le plan empirique, les auteurs se trompent en laissant entendre que le régime Duplessis rendait impossible aux syndicats l'augmentation de leurs effectifs. (« Le régime Duplessis jette un moratoire sur le recrutement syndical, surtout à partir des années 50 » p. 155.) En fait, le nombre de syndiqués au Québec a crû d'environ 11% entre 1949 et 1960, c'est-à-dire durant les années de la « grande noirceur ». La croissance au Canada dans son ensemble, pour la même période, était d'environ 10%. Ce n'est pas tellement que le régime Duplessis *stop* le recrutement syndical, mais il le rendait si ardu, si dispendieux en ressources humaines et financières, que des syndicats et un nombre inconnu de travailleurs devaient s'épuiser pour obtenir des résultats à peu près normaux.

Ce sont, sans doute, les deux textes de Hélène David qui suscitent le plus de controverse. Dans le premier, portant sur la grève de l'amiante de 1949 (« La grève et le Bon Dieu »), l'auteur part de l'hypothèse suivante : la grève de l'amiante était *un* conflit industriel mais qui recouvrait *deux* affrontements de nature très différente, à savoir : a) un conflit de classe dans une situation industrielle ; b) une lutte de pouvoir entre la hiérarchie de l'Église et l'État. Il faut laisser au lecteur le soin de décider si oui ou non l'auteur réussit à vérifier son hypothèse. D'ailleurs, il est tout à fait probable que le débat persistera pendant les années à venir. L'auteur apporte une argumentation serrée, appuyée sur un nombre impressionnant de faits pertinents. Cependant, quelques données importantes sont absentes et méritent d'être mentionnées. Par exemple, la déclaration de l'Épiscopat, qui critiquait très sévèrement le projet du Code du travail (le « bill 5 ») peu avant le déclenchement de la grève, signifiait une condamnation des « positions de classe » que reflétait le projet de loi de Maurice Duplessis. Il y a aussi le rôle que jouait, pendant et après la grève, Mgr Desranleau, évêque (archevêque plus tard) de Sherbrooke, en faveur des grévistes et contre le gouvernement. Sachant la « feuille de route » de ce prélat, lui-même ancien curé à Sorel et aumônier du syndicat catholique durant les célèbres grèves de Sorel en 1936 et 1937, ne peut-on pas songer que les profondes divergences à l'intérieur de l'Église, y compris au sein de la hiérarchie, sur la question sociale et les politiques et action du gouvernement, tendent à infirmer l'hypothèse d'une Église monolithique disputant le pouvoir avec l'État ?

Le deuxième texte du même auteur, « L'état des rapports de classe au Québec de 1945 à 1967 », comme son titre l'indique, se donne un objectif fort ambitieux. À la fois analyse et synthèse, privilégiant une approche dynamique-diachronique axée sur la notion de conflit de classes, le texte est dense, conjuguant des données empiriques et des éléments théoriques. Étant donné que l'article s'inspire fortement de l'étude de l'auteur sur les grèves au Québec de 1945 à 1967, on n'est pas surpris de l'insistance sur les statistiques sur les conflits de travail, bien que, parfois, cet accent paraisse exagéré, surtout quand l'auteur cherche à « prouver » une affirmation globale en citant ce genre de données, comme dans l'exemple suivant :

« [...] dès 1961 [...] la durée moyenne des grèves [...] diminue, ce qui confirme l'impression de flottement et de faible cohésion de la bourgeoisie, celle-ci cédant provisoirement beaucoup plus rapidement aux revendications ouvrières. » (P. 255.)

Un autre exemple, plus discutable encore, est l'affirmation à l'effet que, en 1936 et 1937, le *mouvement de syndicalisation* au Québec est aussi important, proportionnellement, que celui qui prend son essor aux États-Unis avec la naissance du C.I.O. ; de 1935 à 1937, les effectifs syndicaux y doublent. Admettons que les statistiques officielles démontrent, en effet, une croissance de plus de 100% de 1935 à 1937 dans le nombre de syndiqués au Québec. S'agit-il d'une erreur, ou y a-t-il des explications de cette croissance étonnante en deux ans ? Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, il n'y a pas eu, au Québec, pendant les années en question, un « mouvement de syndicalisation » réellement comparable, en tant que *phénomène social*, à celui du C.I.O. aux États-Unis. Mais ces réserves, ainsi que celles qu'on pourrait formuler à l'égard de quelques autres affirmations, ne

diminuent en rien la valeur de ce texte, véritable tour de force de synthèse historique et sociologique.

Les articles de L.-M. TREMBLAY (« L'influence extragène en matière de direction syndicale au Canada ») et de Jean BOIVIN (« Règles du jeu et rapport de force dans les secteurs public et para-public québécois ») constituent un apport fort utile à la compréhension de phénomènes assez complexes. L'étude sur le *leadership* syndical y gagnerait en ajoutant des éléments tels que l'influence de la philosophie « personnaliste » d'Emmanuel Mounier, et celle des divers courants « néo-marxistes ». Quant aux relations de travail dans les secteurs public et para-public, sujet d'élection pour longtemps à venir, on espère que J. Boivin reprendra son étude, non seulement pour la mettre à jour, mais pour l'approfondir en creusant la problématique des rapports ambivalents entre les syndicats et syndiqués, d'une part, et le Parti québécois et son gouvernement, d'autre part.

Pour résumer, ce livre est un outil indispensable à tous ceux qui enseignent, font de la recherche ou, tout simplement, s'intéressent à la dynamique sociale du Québec.

LÉO ROBACK

*École de relations industrielles,
Université de Montréal.*

Jacques ROUILLARD, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1979, 342p.

Lors de son congrès d'octobre 1980, l'Institut d'histoire de l'Amérique française décernait le prix Lionel-Groulx à Jacques Rouillard, pour son ouvrage *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, publié aux Presses de l'Université Laval. Les monographies sur le syndicalisme sont rares au Québec et, le plus souvent, celles qui ont été écrites voulaient faire l'apologie des organisations confessionnelles. Aussi cette étude se distingue-t-elle en tentant de mettre en lumière les premières décennies du mouvement syndical national, et particulièrement la filiation entre le syndicalisme purement national et le syndicalisme national et catholique.

Les premières associations de travailleurs du Québec n'ont pas eu de relations avec des syndicats étrangers. Il faut attendre 1861 pour que des mouleurs s'affilient à une organisation américaine. En 1867, c'est le tour des employés de chemin de fer et, en 1872, celui des typographes de Québec. Le mouvement est beaucoup plus lent ici que dans la province voisine, peut-être à cause du plus faible niveau d'industrialisation, et parce que le Québec exporte plus de main-d'œuvre qu'il n'en importe. Dans les années 1880, les loges des Chevaliers du travail se multiplient. Alors que cette société perdra de l'importance en Ontario et aux États-Unis au profit des syndicats de métier, les loges vont demeurer nombreuses au Québec, et quasi autonomes.

Le succès des unions de métier accompagne une nouvelle phase d'industrialisation. Les associations ouvrières américaines pénètrent au Québec au rythme de la technologie et des capitaux. Jusqu'au congrès de Berlin (Kitchener) de 1902, les syndicats nationaux et internationaux ont cohabité au sein du Congrès des métiers et du travail du Canada. À la toute fin du XIX^e siècle, face aux tendances autonomistes qui surgissent au sein du C.M.T.C., l'American Federation of Labor intervient, de manière à ce que les nationaux soient chassés. Ils vont créer le Congrès national des métiers et du travail du Canada, qui regroupe des associations surtout québécoises, et surtout de Québec. Ailleurs, les internationaux sont majoritaires. En 1907-1908, le C.N.M.T.C. devient la Fédération canadienne du travail (F.C.T.), et vise une extension au Canada anglais. La nouvelle F.C.T. va se radicaliser, marquer des points hors du Québec, alors qu'ici les syndicats nationaux vont, soit rester indépendants, ou encore s'affilier à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. En 1927, la F.C.T. disparaît pour donner naissance au Congrès